



Le Huchoër

N°14

Journal anarcho-indépendantiste breton

1,5 €



**PALESTINE
BREIZH**

**KENGRED!
SOLIDARITE !**

FRANKIZ evit BREIZH !



EDITO

Tchi j'avons fait dans la vaïl' année ?
Hardi d'causeries, hardi d'hucheries, un
p'tit d'païseries, une série d'musique à
Rennes, les journées d'la Bertagne désen-
haudée, une aguerrouée pour la Pales-
tine, de l'aide pour les hors-venus « sans-
papiers »...et on n'est pas quite !

Astoure j'avons core à descend' su rue : à
Saint-Berrieu nos ameïns futent déhòris
par les mal-coéffés et se r'trouvissent à
manger des génotes, y'à cor du monde
embarré...et les bas d'la goule et les bas
d'la hanne politiciens caousent et ont d'la
picoche, mè pas pour nous...J'n'allons
pas crère des bobias-là dame et j'sons pas
quite de haousser nos poques !

J'pensis dans un coup' de mots pour l'an-
née perchaine : souaterie ici coume aillou,
n' restons pas tout sou !

*Qu'avons nous fait cette année ? Pas mal
de réunions, de manifs, du collage, une
soirée concert, les Journées de la Bretagne
Libre, une conférence sur la Palestine, de
l'aide pour les sans-paps...et on n'a pas
fini !*

*Demain nous serons encore obligé de des-
cendre dans la rue : à Saint-Brieuc nos
ami-e-s du wagon ont été expulsé-e-s par la
police, il y a encore des prisonniers qui
croupissent à l'ombre et pendant ce temps-
là les beaux parleurs politiciens ont du ba-
gout, mais pas pour nous... on ne va pas
croire ces idiots-là et nous n'avons pas fini
de lever nos poings !*

*J'ai pensé à quelques mots pour l'année
prochaine : entraide, ici comme ailleurs, ne
restons pas seuls !*

L'courrou d'néteïe

**Le Huchoèr (le porte-voix en gallo) est le journal trimestriel de la
Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)**

ISSN : 1770-3506

Contact : huchoer@no-log.org

Le Huchoèr c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp cedex



Le Huchoèr

Wagon : une expulsion = une autre occupation !

La fin d'un lieu mythique à Saint-Brieuc



Ancré au port du Légué à Saint-Brieuc, le Wagon est devenu l'objet de toutes les discussions depuis 7 ans, quand on regarde les nombreuses réactions qui ont succédé à sa démolition. De Ouest-France à Libération, les médias locaux et hexagonaux ont consacré une multitude d'articles à ce lieu. Ce squat est devenu au fil des années incontournable, au niveau culturel et politique. Au niveau culturel si on se réfère aux nombreux concerts et activités qui s'y sont déroulés et au niveau politique également car l'autre mode de vie qui y était prôné a suscité de nombreux débats au sein de la municipalité. Plus encore, le statut atypique du Wagon, entre légalité et illégalité, a posé et pose encore toutes les questions de son mode de fonctionnement et des perspectives pour l'avenir, pour qu'un habitat collectif et les concerts perdurent.

RAPPEL DES FAITS

Au tout début de l'hiver 97-98 un squat énorme, tout un immeuble, situé au 29 avenue Corneille à Saint-Brieuc, est expulsé par la police. Ses habitant-e-s, jeté-e-s à la rue, se réfugient à la Poisse, ancienne poissonnerie du haut d'une des rues piétonne du centre. Ca fait tâche pour les commerçants, la municipalité est alertée et cette expulsion prend de l'ampleur. C'est le début de l'histoire. Cette municipalité de gauche, avec notamment des élus communistes qui vont jouer un rôle déterminant, va mettre en place le Wagon. Mis à disposition par la SNCF, sur le site de l'ancienne gare du Légué, ce wagon éponyme va accueillir une quinzaine de personnes ex-

pulsées peu avant du squat de l'avenue Corneille. Dans une très grande précarité les habitant-e-s disposent d'un compartiment pour se loger et d'un bungalow pour la partie commune salon-cuisine. Des sanitaires sont également installés.

Très vite différentes personnes de la scène punk locale et des habitants du lieu vont saisir l'occasion d'y organiser des concerts. Dans un premier temps ça se passera dehors et l'après-midi uniquement, d'une part dans un soucis de respect du voisinage et d'autre part car les concerts

Wagon reste. Plusieurs projets vont alors défilier, mais comme souvent les riverains des lieux concernés vont s'y opposer, la mise en place d'une situation pérenne tombe à l'eau, comme par exemple pour le projet du quartier de Robien.

C'est alors que plusieurs éléments et événements nouveaux vont changer la donne. D'abord le changement de municipalité en 2002, qui va reprocher à l'ancienne d'avoir mis ce projet en place, va pencher dans la balance ; un nouveau Préfet va prendre ses fonctions ; une série de morts



Inner Terrestrials en concert au Wagon

ne sont pas déclarés. Le lieu va rapidement prendre de l'envergure : l'ancienne gare qui jouxte le wagon est squattée. Du coup, le lieu, qui à l'origine s'implante de manière tout à fait légale, passe dans une situation spéciale, semi-légale pourrait-on dire. Les autorités vont laisser faire et l'existence du Wagon, qui se voulait temporaire à la base, perdure. Tous les ans les élus, les responsables de l'Etat telle que l'ancienne préfète par exemple, se perdent en bonnes paroles pour affirmer que c'est le dernier hiver. Et pourtant, les années passent et le

accidentelles à proximité du wagon va accélérer la fin du squat et servir de prétexte pour mettre un terme au Wagon ; enfin, la rénovation du port à des fins commerciales s'avère être en filigrane une raison de plus, sinon la raison principale de la démolition du site : le wagon était un obstacle aux projets des concessionnaires de ce site à savoir la Chambre de Commerce et d'Industrie.

L'EXPULSION EST IMMINENTE

Le 10 septembre dernier, après le

concert de rentrée où jouaient notamment les Subhumans, une nouvelle personne s'est noyée dans le port non loin du Wagon. Tout va alors s'accélérer à partir de cette date, sans que les habitant-e-s ne puissent inverser le processus en marche. La Chambre de Commerce et d'Industrie, à qui a été confiée la gestion du site portuaire, a déjà été mise en cause pour le décès d'une autre personne auparavant, via son président. Dès lors la SNCF, pour se protéger juridiquement et pour que sa responsabilité ne soit pas engagée dans un autre drame, porte plainte contre l'occupation de la gare. La C.C.I. en fait de même à son tour en demandant l'expulsion. Le 14 octobre le tribunal administratif lui donne satisfaction en ordonnant cette expulsion sans délai. Le 15 à 7 heures du matin, un important déploiement de forces de police interrompt tout le monde ; le soir en fin d'après-midi, le Wagon et l'ancienne gare ne sont plus qu'un tas de gravats. Les habitant-e-s, les ami-e-s, quelques habitué-e-s des concerts assistent à distance, devant un cordon de gendarmes mobiles, à la destruction de leur lieu de vie. Telle une opération militaire, la méthode est expéditive ; l'Etat de droit réduit à néant le droit au logement, le droit de vivre décemment. L'entreprise Nicol, complice de cette opération, mettra deux jours pour tout évacuer. Le lendemain, il n'y aura plus rien. Et ce samedi justement, la manifestation qui à l'origine était organisée contre l'expulsion prend des allures d'enterrement, comme un baroud d'honneur, un dernier hommage. Les appels au calme et les slogans axés sur la culture en danger ont rythmé un rassemblement amer mais bon enfant. Pourtant les autorités auraient mérité autre chose que cela.

La situation particulière du Wagon, en tant que squat plus ou moins

« légal », démontre les limites de l'expérience car la chute a été brutale. Elle a démontré l'incapacité des politiques à établir une situation franche et sans arrières pensées et a fait défaut à une issue positive pour ses habitant-e-s. Les responsables politiques n'ont pas eu le courage d'aller dans le sens des revendications d'habitat collectif et ont été ferme pour disloquer le groupe. Quand on voit des réactions qui honorent la prise de décision qui a été



celle de mettre un terme au Wagon, prise de décision qualifiée de courageuse, on pourrait retourner l'appréciation en disant qu'une prise de décision contraire, pour le maintien ou l'installation d'un autre lieu, l'aurait été tout autant. Peut-être certains ont espéré avoir gain de cause mais c'est oublier que les responsables politiques ne se mouilleront jamais dans un projet alternatif s'il n'est pas aux normes, structuré, contrôlé...c'est à dire contraire à l'esprit du Wagon. Et puis quel élu va aller à l'encontre des critiques émises par ses électeurs ou les responsables économiques locaux ? Le contexte particulier du Wagon ouvre le débat sur cette cogestion du lieu avec les autorités. Quand on aspire à l'autogestion mieux vaut créer des lieux autonomes, n'est-ce pas ?

**8 MAI 98 - 10 SEPTEMBRE 2004 :
des centaines de concerts, des mil-
liers de spectateurs.**

Le premier concert au Wagon a eu lieu dans la cour le 8 mai 98 ; à l'affiche il y avait les groupes locaux Addicktopack, NCA et Tribe System. Par la suite, tout un ensemble de groupes de la scène bretonne, hexagonale puis internationale vont se produire comme, les premières années, Roadrage, Red Flag 77, Brigada Flores Magon, Civil Agresion, Action Directe...L'année 99 a vu le lancement du premier festival Fuckin Art Rock qui deviendra un des moments phares au Wagon, rassemblant plus de 1000 personnes en 3 jours. Avec l'ouverture d'une petite salle « cabaret » puis d'une seconde de 600 places, le squat va voir défiler de plus en plus de groupes et pas des moindres : Ratos de Poraó, The

Peepshows, Poison Idea, Sick on the Bus, Fleas and Lice, Right for Life, Inner Terrestrials, Jo Schnider Sect, Les Glochos, Happy Kolo, Conflict...Demain le lieu est amené à rester gravé dans nos mémoires tel un lieu mythique...

Alors que la rédaction de cet article touche à sa fin, les ancien-n-e-s habitant-e-s sont toujours mobilisé-e-s. Squattant dans un premier temps une maison appartenant à la municipalité à Toupin, ils se sont installés par la suite dans les anciens abattoirs d'où ils ont du partir le 24 novembre. De retour à Toupin la mairie engage une guerre d'usure, le courant vient d'être coupé. Mardi dernier, le 30, les « Wagonneurs » se sont invités au conseil municipal ; la résistance s'organise...

Nico

Tourisme ou décharge?

Brocéliande fric story

Petite promenade à Brocéliande, haut lieu du mysticisme breton, en ce samedi 23 octobre 2004. 3H00 de voiture pour entendre des élus « grogner » contre l'implantation d'une nouvelle décharge. 3H00 à consommer du diesel pour entendre les intérêts du tourisme vert. 3H pour ½ heure de défilé et ½ heure de buvette. 3H de diesel pour défiler en silence derrière quelques écharpes tricolores, Greenpeace, Eaux et Rivières et Attac...en silence ! Ce n'était pas une manifestation : c'était une procession. Comment peut-on défiler gentiment pour défendre un site naturel tel que la forêt de Paimpont ? Comment peut-on citer comme unique argument (ou presque) la défense de l'industrie du tourisme (si importante en Bretagne) pour tenter (vainement ?) de contrecarrer l'implantation d'une décharge (c'est quelle industrie ça ?).

Parlons un peu du Smictom (syndicat mixte intercommunal de collecte et traitement des ordures ménagères) ou comment allier politique et pognon. Le président du Smictom centre-ouest d'Ille et Vilaine, Philippe Chevrel protège les intérêts financiers de son copain Maurice Théaud, grand bénéficiaire de toutes les décharges du Smictom. Ce dernier est accessoirement conseiller général du canton et suppléant de Philippe Rouault, député UMP ! Ce projet du point clos, c'est 625000 € garanti par an. Quand on aime l'argent comme ces messieurs, on est prêt à minimiser tous les impacts de l'implantation d'une nouvelle décharge.

C'est sans concertation de la population locale (Concoret, Mauron, Gaël) que le smictom du centre Ouest a conclu à l'absence de patrimoine au sein de Brocéliande !!! Lieu pourtant très

valorisé par les défenseurs du tourisme vert (et leurs pouvoirs d'achat).

Le site du point clos situé entre les communes de Gaël et de Concoret à quelques mètres de la forêt de Paimpont, à un jet de menhir du château de Comper et de ses étangs est déjà de mauvaise réputation. Une ancienne décharge à ciel ouvert de 5 hectares, aujourd'hui recouverte, mais dont les émanations sont composées de 50 % de méthane ! Un millier d'animaux enterrés en 1974 ...et d'autres encore. Notre ami Philippe Chevrel souhai-



terait agrandir cette ancienne décharge : 7 hectares pour les ordures ménagères de classe 2 (soit les déchets qui ne peuvent être recyclés) et 7 hectares pour le traitement des lixiviats (jus de décomposition des déchets). 550 000 tonnes de saloperies dont 100 000 de déchets industriels et 123 000 mètres cubes de jus d'ordures qui suinteront ad vitam aeternam. Un liquide qui selon les termes de M Chevrel est « dilué » avant de rejoindre l'étang aux ducs dont l'eau est bue par les indigènes ! Risques d'incendies, présence de particules cancérigènes, irritations, infections. Rien que des bonnes choses. Mais rassurez-vous, selon le smictom « les populations de passages n'encourent pas de risques ». Et pour en rajouter une couche, son

président déclare qu'une décharge « exemplaire » serait un attrait touristique supplémentaire ! On touche le fond. Tourisme et déchetterie seraient donc conciliables !!!

Deux industries, deux usines à billets, deux vaches à lait bien grasses. On protège le tourisme, on protège sa chère décharge. Mais qui s'occupe du point de vue de la population locale ? Pas grand monde. Les intérêts sont probablement trop importants. Trop importants pour tenir compte des quelques vies avoisinantes. Pourtant on pouvait lire sur les maisons de Concoret « A vendre pour cause de pollution » écrit en rouge. Les initiatives locales sont réelles, pourquoi ne pas en profiter pour montrer aux locaux des solutions pour mieux gérer leurs ordures ménagères de manière à générer moins de déchets. Le ministère de l'écologie affirme d'ailleurs que « les tonnages de déchets ne cessent de croître » et malgré ça, aucun effort réel n'est fait.

Les déchets ne sont que la partie visible de l'iceberg. Le vrai problème c'est la surconsommation. Et pourtant il va bien falloir faire des efforts car la raréfaction programmée des matières premières nous amènera bientôt à diminuer bon grès malgré notre consommation. Et si on commençait par supprimer les emballages superflus, à arrêter d'utiliser des sacs plastiques pour faire nos courses, à faire son propre compost, à privilégier le recyclage....

Ah oui, pour finir, il est arrivé à mes oreilles l'histoire d'un agriculteur (accessoirement maire du côté de Guemené/Scorff) proche de la retraite qui vient de vendre ses 70 hectares pour une gentille personne souhaitant y installer un petit dépôt. Affaire à suivre.

Manu

Résistance à l'agression policière

Rennes, une ville où il fait bon vivre...

E-pad an amzez-nevez tremet eo bet reuz « straed ar sec'hed » ha plas San-
tez Anna dija : CRSed o skoñ hag o
dapout studiourion ; prosez 12 anezhe
ha benn ar fin kondaonidigezhioù a bep
seurt (T.I.G., toull-bac'h gant franka-
denn) e miz mae. Pouelladennoù oa : a-
c'houde miz gwengolo, sizhunieg eo
oaet ar c'hoari (bep iaou, hag a-
wezhoù a merc'her ivez)

*E Roazhon, tout an dud a zo oc'h en em
goulenn penaos e troont an traoù : ar
vourc'hizion gant aon d'ar yaouankiz
poblek (studiouron, punkoù, labouri-
zion, hag all) hag ar re-mañ oc'h her-
zel, oc'h endevout trawalc'h bout lam-
met gant ar flied.*

C'est une véritable agression viriliste et défoulatoire de la part des CRS et surtout des agents de la BAC (sous la bénédiction de la préfète Malgorn) à laquelle on assiste tous les Jeu-
dis soirs vers 3h30 et de plus en plus souvent à 2h30. Ces action policières ont pour but d'instaurer un véritable couvre feu dans ces rues après la ferme-
ture des bars afin d'assurer un sain som-
meil aux bourgeois du quartier. Les charges sont de plus en plus violentes : on est successivement passé des lacry-
mos aux matraques puis enfin au canon à eau tout droit dépêché de Pariz. Les coups de matraques sont distribués sans distinction, quels que soient l'âge ou l'agressivité.

Les personnes interpellées (le plus souvent par des membres de la BAC « déguisés » en « teufeurs » et disposés le long de la rue) sont soit ju-
gées en comparution immédiate, soit convoquées en correctionnelle à une date ultérieure. Les sanctions sont pour

l'instant de l'ordre de 2-3 mois de pri-
son avec sursis et de 350€ d'amende, mais récemment un procureur a requis l'interdiction à vie d'être présent rue de la soif et place Sainte Anne pour un



lanceur de bouteille, il ne fut pas suivi par les juges. Il est à noter que les flics ont pris l'habitude de n'informer que très succinctement les interpellés sur leurs droits, et allant jusqu'à leur dé-
conseiller de prendre un avocat, connaissant l'état financier précaire de la majorité des inté-
ressés (occultant ainsi le droit à l'aide juri-
dictionnelle gratuite). Onze personnes pas-
sent en jugement à la Cité judiciaire de Resnn le 30 décem-
bre. Un soutien s'or-
ganise en leur faveur.

Face à cette situation une véri-
table résistance se met en place. En ef-
fet les étudiants, punks, squatteurs, tra-
vailleurs, teufeurs présents, n'hésitent plus à remonter vers les CRS après un
assaut, des bouteilles et le contenu des
poubelles environnantes s'envolant
pour finir leur course sur la flicaille.
Des barricades sont mises en place,
elles sont – certes – symboliques
(poubelles renversées, voitures dépla-
cées), mais ralentissent la charge. On
peut noter des actes plus radicaux
comme le défonçage de vitrines de
banques et d'agences immobilières.
Cette résistance donne du fil à retordre
aux forces du parti de l'ordre : 3 heures
pour évacuer 400 mètres.

La résistance s'exprime égale-
ment par des débats multiformes contre
le sécuritaire qui se multiplient à tra-
vers Resnn, par l'apparition de tracts
appelant à un sit-in face aux condés, ou
à l'opposé à la radicalisation des actes
les Jeudis soirs. Un projet de « soupe et
bar populaire » a été évoqué. Cela
consisterait à amener bouffe, boissons
sur des initiatives individuelles et en-
suite de mettre cela à la disposition de
chacun, gratuitement.

La presse capitaliste (Ouest-
Torchon en tête) ne se prive évidem-
ment pas de reprendre le discours sécu-
ritaire des « pauvres (sic) habitants du
centre ville effrayés par ces hordes
avinées » (!). En effet, les commer-
çants de la ville, appréciant plus la pré-
sence des classes bourgeoises
(d'avantage enclines à consommer que
les « marginaux » et autres
« clochards »), ne supportent pas que
les prolétaires sortent de leurs ghettos.

Une lutte antisécuritaire s'est
donc mise en place à Rennes depuis
quelques semaines et les « fêtards » ne
semblent pas prêts à renoncer au droit
de la jeunesse populaire à se réappropri-
er l'espace urbain !

**SARKO REVIENS !
T'AS OUBLIÉ TES CHIENS !**

Per-Ewan et Etvín

VIVE LES MUTINS !

**Site de soutien aux prisonnierEs révoltésEs.
A ceux/celles qui sont dans les quartiers d'isolement
et les mitards.
Aux mutinEs d'hier, d'aujourd'hui et de demain.**

<http://vivelesmutins.freeservers.com>

Solidarité internationale : Retour de Palestine

Compte-rendu de Mission Civile du 8 au 15 septembre 2004



Comme l'année dernière, à la même période, nous nous sommes rendus en groupe en Palestine dans le cadre d'une mission civile. Coïncidence avec la mort d'Arafat, cet article s'inscrit dans l'actualité, même s'il a été rédigé antérieurement. Loin des intérêts de pouvoir liés à la succession de l'ancien leader, ce témoignage vient rappeler les souffrances du peuple palestinien. Récit.

RAMALLAH

Après un passage obligé à Jérusalem où nous avons rencontré des mili-

tant-e-s de l'**AIC** (*Alternative Information Center*) nous démarrons notre séjour par Ramallah, où nous devons rejoindre Joan de l'**HDIP**.

AIC : Alternative Information Center

L'AIC est une organisation palestinienne et israélienne qui diffuse des informations et analyses politiques sur les deux sociétés et le conflit qui les oppose, et milite pour une coopération entre Palestiniens et Israéliens pacifistes fondée sur le justice et la solidarité.

L'approche du checkpoint de Kalendia donne un premier aperçu de l'occupation et de l'avancée du mur. Stoppé quelques mois auparavant pendant le jugement du tribunal international de La Haye, le mur vient désormais enserrer la ville. Nous passons le checkpoint sans problème. Nous arrivons à destination dans cette ville bondée de taxis et autres véhicules, où les policiers viennent palier aux manques de règles de circulation et cela tant bien que mal.

Nos premières visites s'effectueront dans les locaux de deux ONG, l'**HDIP** (*Health, Development, Information and Policy Institute*) et le *Palestine Monitor*, qui anime une radio et un site internet. En 2002, lors de l'o-

pération « Rempart », les locaux de ces organisations avaient été dévastés par Tsahal (armée israélienne). L'entrée, ainsi que l'escalier gardent les marques et les souvenirs de ce saccage. En bas on a exposé les restes des ordinateurs endommagés et suspendu les cartouches de gaz restées sur place. En montant, on peut voir toute une série de photos montrant l'état des locaux après le passage de l'armée.

UPMRC : union of palestinian medical relief committees

Fondée en 1979 par des professionnels palestiniens de la santé, l'UPMRC tente de pallier aux manques de structures médicales causées par des années d'occupation de l'armée israélienne. L'UPMRC est l'une des plus importantes ONG de Palestine. Elle existe en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Avec des cliniques mobiles et différents centres de santé, cette ONG met l'accent sur la prévention, l'éducation principalement envers les populations les plus vulnérables : les femmes et les enfants.

Grâce à environ 18 000 volontaires et 1 500 professionnels de la santé l'UPMRC réalise presque 50% du travail à effectuer dans le domaine de la santé.

Nos premiers rendez-vous nous emmènent dans les locaux du **PARC** (*Palestinian Agricultural Relief Committee*) et de la **Youth Development Association** qui en dépend. Comme une forte proportion de la population palestinienne est jeune, beaucoup d'associations essaient de développer les capacités de la jeunesse à construire une société démocratique à travers le bénévolat, l'émergence de dirigeants. La *Youth Development Association* en est une, implantée en milieu rural comme elle dépend du **PARC**. Nous prenons des rendez-vous pour la fin de semaine à Naplouse, où nous pourrions visiter des centres de jeunes. Nous décidons de partir d'ailleurs là-bas dès le lendemain car nous avons des contacts avec d'autres personnes, notamment de l'**UPMRC** (*Union of Palestinian Medical relief Committees*). Le soir nous apprenons que 14 personnes du Hamas ont été tuées la nuit précédente à Gaza, ainsi que des dizaines d'autres blessés.

NAPLOUSE

Le jeudi 9 septembre nous partons à Naplouse. Dans la rue à Ramallah la tension est palpable ; une voiture avec 4 hommes à l'intérieur scande des messages au mégaphone, pour inciter les commerçants à fermer en solidarité avec les 14 morts de la nuit du lundi au mardi. La majorité a déjà fermé ses devantures. Le soir, un jeune sera écrasé par une jeep dans un des camps de réfugiés autour de la ville. En arrivant à proximité de Naplouse

nous sommes arrêtés une première fois à un barrage ; d'autres se succéderont. A Awara, au checkpoint sud de Naplouse, on nous avertit comme on nous l'avait déjà signalé à Ramallah, que la ville est fermée aux étrangers. Nous apprenons également qu'Israël renforce ses contrôles depuis ce matin, en prévision des fêtes juives. A tort ou à raison, nous décidons de ne pas tenter le checkpoint et nous optons pour une solution par la montagne, comme nous le proposent des chauffeurs de taxis. Mohamed, un jeune garçon d'à peine 10 ans, sera notre « passeur ». Nous sommes stoppés en taxi par un barrage que nous réussissons à franchir. Malgré la présence d'autres soldats en montagne, notre petit guide effectue une parade remarquable qui nous permettra d'atteindre



Jayyous 2004, les barbelés longent le mur

Naplouse, deux heures de marche et deux taxis plus loin, sans problèmes... Seule l'apparition d'un hélicoptère Apache, pas très loin au dessus de nos têtes, nous fera une petite frayeur. Une fois à Naplouse, nous rencontrons des responsables de l'UPMRC dans un premier temps, puis des membres du **Palestinian People's Party** (PPP) dans une librairie du centre. C'est avec ces derniers que nous allons sympathiser et échanger les jours suivants.

Palestine Monitor (PNGO) : Palestinian Non-Gouvernemental Organizations Network

Le Palestinian NGO est un réseau d'organisations non-gouvernementales palestiniennes intervenant dans les domaines liés au développement humain et social.

Lors de notre visite à Ramallah nous avons visité les locaux de Palestine Monitor, où est créé un site internet et où animée une radio.

Vendredi 10 nous démarrons par une visite des centres d'enregistrement pour les élections : c'est là que les futurs électeurs viennent s'inscrire sur les listes. Deux personnes assermentées s'occupent des

formalités administratives tandis qu'une personne, issue d'une des formations politiques qui se présentent, vérifie le bon déroulement des enregistrements. Après cela nous entamons une visite de la vieille ville, largement marquée par les incursions successives de l'armée. Elle est partiellement détruite et reconstruite depuis les attaques de 2002. Bassem et son oncle, gérant de la librairie, nous montrent l'emplacement de l'ancienne fabrique de savons bombardée par des F16 ; elle laisse place désormais à un vide gigantesque. A côté les vestiges d'une maison où toute la famille fut décimée, écrasée et ensevelie par les bulldozers de Tsahal, laissent place à un trou béant. Une plaque en hommage à ces 8 personnes, trône désormais devant les ruines. La ville est ainsi marquée par les attaques successives et les affiches des martyrs ont le monopole de la communication sur les murs.

En début d'après-midi nous avons un entretien avec un membre du bureau politique du Palestinian People's Party, qui nous explique la ligne de conduite adoptée sur la scène politique. Refusant la lutte armée et la logique des attentats-suicides, le PPP est davantage investi dans le domaine social et à travers les élections, où ces membres s'engagent pour la mise en place d'une société démocratique. Cela ne l'empêche pas d'avoir plusieurs de ces militants emprisonnés, car avec Israël, l'arbitraire est de règle. Le PPP s'inscrit comme étant le parti le plus progressiste et travaille à la construction d'un Etat démocratique, où le pouvoir doit se transmettre de générations en générations. Voilà ce que nous avons pu retenir entre autres de cette entrevue avec ces militants de gauche, peut-être les plus à gauche que nous pouvions rencontrer, car le courant libertaire n'existe pas en Palestine.



Village de Burqa. Cette route bloquée depuis 2 ans est exclusivement réservée à la colonie juive voisine.

Université An Najah

Samedi 11, ce matin nous retournons au bureau du PPP, où nous avons un rapide rendez-vous avec Derar. Derar travaille pour le PARC, il vit dans le village de Burqa, situé non loin de Naplouse. Mais il est difficile d'y accéder

der puisque deux checkpoints entravent ce court chemin. Nous fixons donc avec lui un second rendez-vous pour le lendemain à Sebastia, village voisin de Burqa.

Nous retrouvons ensuite Bassem à l'université *An Najah*. C'est la plus grande université de Cisjordanie par le nombre d'étudiants, mais non par sa taille. Elle ressemble fort à n'importe quelle université occidentale si ce n'est la présence en ce début d'année de tables de presse du Hamas et du Fatah, entourées des portraits de martyrs et de prisonniers. Un énorme drapeau à l'effigie d'un combattant du Hamas surmonte le tout. *An Najah* présente une grande diversité dans son enseignement par les différentes filières qu'elle propose, de la faculté de langues en passant par celle de médecine, cette université ne propose pas moins d'une quinzaine de pôles. Il y a aussi des échanges avec l'étranger dont deux jumelages avec des universités françaises : Lille et Toulouse. Nous effectuons une visite très complète avant de se déplacer en bus pour rejoindre l'université des beaux-arts, située dans un bâtiment flamboyant neuf, muni d'un petit parking sur lequel les étudiants nous font remarquer avec humour que c'était sûrement le seul parking de Palestine ! Il est vrai que d'après le peu que l'on a pu voir à Ramallah et Naplouse, il n'y a pas de moyens ici pour aménager l'espace routier, les seuls feux tricolores que nous verrons ne fonctionnent pas...

Nous aurons ensuite des discussions très sincères et très directes, sans tabous avec Bassem et ses amis étudiants.

Plus tard nous visitons les bureaux d'une ONG : *Ta'awon*, qui a pour souhait de contribuer à la construction d'une Palestine civique et démocratique, en développant des connaissances et des pratiques pour tenter de résoudre le conflit de manière pacifiste, tout particulièrement auprès des jeunes qui représente 76% de la population palestinienne. Le travail fourni par cette ONG est basé sur le volontariat.

Ensuite Bassem notre camarade guévariste nous emmène au *CCF (centre culturel français)* où nous rencontrons la directrice, visiblement affectée par la situation plus que difficile. Elle semble blasée, cherche ses mots, même les échanges de tirs qui commencent à se faire entendre n'arrêtent pas la conversation.

Le soir nous mangeons à la librairie de l'oncle de Bas-

sem ; sympathique repas en guise d'au revoir.

SEBASTIA, BURQA

Dimanche 12, nous quittons assez tôt Naplouse pour Sebastia, comme convenu la veille avec Derar. Nous atteignons le checkpoint de Betiba situé à l'ouest de Naplouse. Nous devons le passer à pieds, dans notre sens le passage à l'air assez facile, il n'y a pas de file d'attente. De l'autre côté la queue est longue, les Palestiniens attendent sous le regard massacreur des soldats et de leurs M16. Nous passons donc ce checkpoint, sans difficulté à première vue. Mais on se fait vite rattraper par les cris d'un soldat hargneux nous sommant de faire demi-tour, le tout en hébreu. Nous lui demandons s'il parle anglais, puis comme c'est le cas, nous comprenons que nous ne pouvons pas aller plus loin. Le soldat qui nous interroge s'étonne que nous ayons pu entrer dans Naplouse, la ville y étant interdite aux étrangers ; nous lui affirmons être entrés le mardi dans Naplouse par le check point d'Awara, ce qui est faux évidemment. Il nous demande d'y retourner mais après un moment d'hésitation de sa part et sur un ton arbitraire il nous laisse continuer notre chemin. Nous prenons un sherout en direction de Sebastia et devant une colonie nous sommes de nouveau arrêtés à un check point. Ici le passage est plus facile et il n'est pas nécessaire de descendre du véhicule. Nous arrivons enfin à destination. Derar vient nous chercher et nous emmène au *youth center* dans lequel il est investi. Le centre est situé dans l'aile d'un ancien château de l'époque ottomane, où nous sommes accueillis par quatre autres membres du centre. Notre visite semble constituer un événement. En effet nous apprenons un peu plus tard qu'avant la seconde Intifada le village

recevait en moyenne mille visiteurs par jour en raison de l'importance des sites archéologiques qu'abrite Sebastia, de l'époque du royaume d'Israël en passant par l'époque Romaine et Ottomane. C'est en partie pour cela que le youth center est ici très investi dans des travaux de restauration. Une visite très pointilleuse nous est proposée par Salim, l'un des membres du centre.

Nous partons ensuite avec Derar en direction de Burqa, le village est un peu plus au nord. Derar a pris la peine de convier un de ses collègues du *PARC* en guise de traducteur. Ici aussi il y a un centre de jeunes, qui est encore en construction mais ne devrait tarder à ouvrir ses portes. Un peu plus haut la principale route d'accès au



Naplouse 2004. Maison détruite en 2002 par des bulldozers pour faire un passage aux chars de Tsahal. Les habitants n'ont pas été « expulsés » et sont morts sous les décombres.

village a été barrée il y a environ deux ans par des blocs de bétons. La route est désormais réservée à la colonie voisine située sur les hauteurs.

Nous sommes ensuite invités à partager un repas gargantuesque chez Derar.

Le reste de l'après-midi s'écoule au rythme des questions / réponses, sur la situation ainsi que les objectifs et les actions menés par le *PARC*, tout ceci dans une ambiance conviviale agrémentée d'un petit verre d'Araq...

Le soir nous retrouvons Salim chez qui nous sommes conviés à passer la nuit. Pour le coup ici aussi notre pré-



Naplouse, bâtiment de l'autorité palestinienne détruit en 2002 par Tsahal.

sence est un événement, toute la famille qui vit dans le même immeuble nous est présentée. Quelques mots en allemand sont échangés avec le grand-père qui a travaillé là-bas fût un temps. Un des frères de Salim nous raconte comment des colons ont agressé des Palestiniens la veille en les menaçant à un checkpoint. Alors qu'il faisait la queue avec d'autres personnes, des colons ont menacé de lâcher leurs chiens sur eux. Ils ont lancé aux soldats en poste au checkpoint : « On peut les lâcher ? » Et les soldats leur répondent « on s'en fout ». Et sans mettre leur menace à exécution, ils n'ont néanmoins pas oublié de lâcher quelques grossièretés, surtout envers les femmes. Un autre frère de S., a eu moins de chance. En 1989 il a reçu une balle en caoutchouc en pleine poitrine, « elle est toujours dans ma cage thoracique » nous dit-il en soulevant son t-shirt où une large cicatrice témoigne du choc. Puis un débat s'instaure entre S. et nous sur le port du hijab, le voile, et les lois françaises qui en découlent ; puis l'histoire des deux journalistes français, otages en Irak, thème qui revient souvent au fil de nos diverses rencontres. Les Palestiniens sont désolés pour cet événement, en plus de l'incroyable tonne de misères qu'ils subissent tous les jours... !!!

JAYYOUS

Lundi 13, réveil matinal pour notre départ vers Jayyous. Nous prenons le bus avec les étudiants qui partent pour l'université *An Najah* de Naplouse. Nous sommes arrêtés au premier check point où les soldats opèrent à un contrôle d'identité de tous les passagers. Ce qui prendra déjà une demi-heure. Le bus bondé continue son chemin sur cette route plus que chaotique qui mène vers le checkpoint de Betiba. Pour nous le voyage en bus s'arrête ici, les étudiants devront subir un deuxième contrôle, à pieds cette fois-ci, combien de temps encore vont t'ils attendre avant de pouvoir rejoindre leurs cours ???

Normalement la durée en voiture qui sépare Sebastia de Naplouse n'excède pas les quinze minutes mais avec la présence de ces deux checkpoints le temps minimum est d'environ une heure. Parallèlement à cette humiliante attente un soldat met en joue les véhicules arrivant dans l'autre sens en regardant dans son viseur... nous poursuivons notre route en sherout et arrivons assez tôt sur Jayyous. Notre programme est de retrouver Shareef exploitant agricole que nous avons rencontré, pour certains d'entre nous, l'année dernière. Jayyous fait partie des multiples villages palestiniens sectionnés par le mur. En effet Shareef possède une maison dans le village mais ses terres se trouvent de l'autre côté du mur. La porte d'accès aux terres agricoles n'ouvre que trois fois dans la journée, tôt le matin, à la mi-journée et en fin d'après-midi. D'après ce qu'on a pu nous raconter ces horaires ne sont pas toujours respectés ce qui évidemment rajoute à la galère des paysans...

Vu l'heure matinale à laquelle nous sommes donc arrivés, nous attendons à l'ombre des oliviers l'heure d'ouverture de la mi-journée. Aux alentours de midi une jeep s'approche de la porte. Trois jeunes soldats descendent munis de leurs éternels M16. L'un d'eux s'approche de nous, cheveux longs frisés et lunettes de soleil dernier cri... il nous interdit l'accès à cette porte, cette dernière étant d'après lui réservée aux paysans. Nous apprenons plus tard par Shareef, que nous retrouvons en fait dans le village, que depuis cette année les portes ont des numéros, en l'occurrence celle-ci a le numéro 25, et pour y accéder il faut un permis spécial. En tant qu'exploitant agricole Shareef possède ce permis mais son ouvrier ne peut l'avoir. Encore une stratégie israélienne pour pourrir la vie des Palestiniens, jusqu'à leur enlever le travail qu'ils peuvent exercer sur leur territoire...

Après un moment de détente chez Shareef, où nous sommes une fois de plus très bien accueillis, ce dernier nous fait visiter le village, avec l'absurdité pesante qui l'entoure. Alors que la raison évoquée par Israël pour prendre de larges portions de terres palestiniennes est la sécurité, le mur au sud du village passe parfois à deux mètres des habitations, Sh. nous explique justement que ces

fermes trop près du mur risque d'être démolies... Histoire désolante, paysage désolant entre le mur et les rangs d'oliviers mutilés qui longent la ferme, des barbelés où un agneau s'est coincé, son corps inerte offre un spectacle « réjouissant »...

Plus tard Shareef Nous raconte qu'une nuit il a été réveillé alors qu'il dormait dans sa ferme, par des voix. Des israéliens plaçaient sur ces terres des poteaux pour délimiter le futur tracé d'une route; tout cela sans ordre, sans autorisation...

Le soir nous contemplons la différence avec Israël et les territoires palestiniens, qui, sans être matérialisée est flagrante de nuit : une vaste étendue de lumières s'oppose à l'obscurité la plus totale. Pas besoin de préciser où se trouve l'une et l'autre des deux parties, la réponse est évidente.

QALQILYA

Mardi 14, nous décidons d'aller à Qalqilya (ville de 40 000 habitants totalement encerclée par le mur), puis de nous rendre sur la ferme de Sh. par un autre accès non loin du checkpoint situé à l'entrée de Qalqilya.



Image tirée du journal édité par l'UPMRC

peu plus tard que nous entreprenons de partir pour Qalqilya. Mais les informations que nous avons pu obtenir précédemment semblent contradictoires. En effet nous sommes stoppés à mi-route par un check point mobile situé dans le village d'Azzun. Cinq soldats font attendre une bonne dizaine de palestiniens à pied et la file de véhicule s'allonge rapidement. Nous patientons dans le taxi lorsqu'un homme nous double à pied par la gauche.



Joe Sacco, « Palestine dans la bande de Gaza », édition vertige graphic

Il n'en faut pas plus pour qu'un des soldats le mette en joue en lui hurlant dessus en hébreu. L'homme s'exécute en dépliant ce qu'il a dans la main, il s'agit juste d'une housse protégeant des costumes. Nous le verrons un peu plus tard de l'autre côté à attendre le bus comme si rien ne s'était passé.

Arrivé au niveau du checkpoint d'accès à la ville nous tentons donc de passer la porte allant vers les terres de Shareef ; cette porte mène à une colonie. Plusieurs soldats sont en poste, très vite ils nous stoppent, à environ 50 mètres d'eux, en nous demandant de venir un par un au niveau de la porte. C'est Lio, l'une des trois personnes de cette mission qui tente une première tentative. Mais on comprend vite que nous ne pourrions pas rejoindre la ferme.

Nous tentons donc le checkpoint de Qalqilya, mais là aussi c'est fermé. C'est peut-être nous dit-on le temps d'une opération militaire visant à démolir la maison du kamikaze qui s'est tué le matin même. C'est donc en plein soleil que nous décidons d'attendre avec les hommes, les femmes et les enfants. Il n'y a pas ou très peu d'ombre, il n'y a aucun point d'eau, il y a juste l'imperturbable patience que les palestiniens ont dû développer face à l'occupation. Seule les ambulances peuvent passer le barrage, mais après une fouille. Il est arrivé parfois qu'elles n'aient pas le droit de passer entraînant la mort des passagers malades, ou encore que des médecins soient obligés de donner des premiers soins à travers le mur, comme ce fût le cas pour une injection faute d'avoir le droit de franchir le barrage.

Bref nous attendons toujours alors que Lio met légèrement la pression aux soldats, leur demandant des explications quant à la fermeture à l'accès de Qalqilya. Finalement il obtiendra de quoi se désaltérer, pour tout le monde, à la grande surprise des Palestiniens absolument pas habitués à de tels comportements de la part des soldats.

C'est après une bonne heure d'attente que nous parvenons à rejoindre le centre de la ville. Tout est calme, les rues sont vides ; on nous explique que la population redoute le couvre feu, que l'armée israélienne imposera au moment où les soldats viendront afin de pratiquer leur punition collective en détruisant la maison de la famille du martyr.

Nous sommes reçus par le responsable du PARC du district, ainsi que par des amis de Shareef.

Nous serons une fois de plus très bien accueillis et bénéficieront d'une visite auprès du mur et des explications

sur les conséquences qui en découlent. Sur le toit d'un immeuble en construction squatté par des poules, nous



Qalqilya 2004. Le mur de 8 mètres de haut.

avons pu observer un panorama horripilant de la bêtise plus que certaine de ce mur. En effet derrière ce mur haut de huit mètres passe la route 6, destinée bien sûr aux israéliens. Du côté de la route le mur n'impose pas sa fière froideur, mais respire plutôt la verdure, camouflé derrière la végétation, histoire d'oublier ? De ne pas culpabiliser... !!!

RETOUR

Mercredi 15, c'est aujourd'hui que nous (deux personnes sur les trois de cette mission) quittons la Palestine. Nous décidons de quitter assez tôt Jayyous. Nous devons reprendre la route vers Azzun et nous aurons pour la dernière fois la joie de passer devant une décharge israélienne dotée d'une forte odeur de charogne, sur les territoires palestiniens à proximité d'oliviers.

Et puis c'est aussi le dernier taxi collectif palestinien qui nous arrêtera à la limite d'une route sur laquelle il n'a pas l'autorisation de circuler. Ensuite tout se bouscule, le taxi que nous prenons pour rejoindre Tel Aviv est équipé de la clim', la route est lisse, le chauffeur à un look de surfer, le paysage verdoyant offre moult publicités géantes... Retour en Occident...

Nico et Sterenn

? UPMRC: mrs@upmrc.org, www.upmrc.org
? T A ' A W O N : taawn@win2win.info, www.win2win.info
? UNIVERSITE AN NAJAH : info@najah.edu ou youthexchange@najah.edu (pour les programmes d'échanges.)
? A I C : aicmail@alt-info.org www.alternativenews.org
? HDIP : www.hdip.org
? CCIPPP (Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple palestinien) www.protection-palestine.org
? « Palestine, chroniques d'une occupation » de Mari Otxandi. Edition Gatuzain
? Hors série « spécial Palestine » du **Combat syndicaliste** : palestine@cnt-f.org
? **Barricata** n° 11 et 12 « dossier Palestine » Enligne.net/barricata et rasshparis@hotmail.com
? **Le Huchoèr** n°10
? **Nikmat Olalim** (groupe punk Israélien anticolonialiste) www.gusty.com/olalim Tal_olalim@hotmail.com

Cachez cette solidarité que je ne saurais voir...

Le 10 décembre dernier, un guichetier de la poste de Saint-Brieuc recevait un blâme... Son crime ? Avoir dépanné un RMiste de 20 euros... et avec son propre argent...

Éric Valette, directeur de la poste des Côtes d'Armor justifie le blâme : pour lui cet acte « individuel dans un cadre professionnel engage la poste qui comme les autres banques est assujettie à un certain nombre de règles »... Celle de foutre les gueux dehors ? Celle qui transforme tout banquier en un abruti sans cœur sitôt rentré dans son coffre-fort, son bunker à billets ? La solidarité est donc

sanctionnée... de peur qu'elle ne donne des idées ?

Le blâme commente Eric Valette a donc été attribué « pour atteinte aux règles déontologiques et de gestion en matière de réalisation financière et propos injurieux à l'encontre de son chef d'établissement »...

Pour moi, un « chef d'établissement » assez idiot pour faire chier un guichetier qui a fait preuve d'un peu d'humanité, mérite forcément les « propos injurieux » qui lui auraient été proférés... Pauvre con.

Robert Dizobert

Brest en vert kaki

Bienvenue à Bidasse-land...

Quel bonheur d'arriver à Brest...enfin, ma nouvelle vie commence.

C'est parti pour une petite balade, pour découvrir mon nouvel environnement. Et hop, me voici en bas de chez moi, super y'a la mer à 500 mètres de mon logement...ah oui, merde, c'est vrai, Brest, c'est bien connu, c'est une ville militaire...avec son arsenal et ces guignols en uniforme à tous les coins de rue...pas de chance en bas de chez moi, c'est l'arsenal. Les militaires ont un sens de l'esthétique qui m'échappe. L'arsenal vu « mon » coin, c'est un blockhaus gigantesque entouré d'une digue de plusieurs kilomètres qui entoure de nombreux navires de la marine et quelques sous-marins français (et des russes ou des chinois de temps en temps, au nom de la coopération entre États).

Bon alors, tant pis pour ma balade du soir, il faudra que j'aille voir plus loin pour prendre l'air, c'est trop laid par ici. Je vois bien un phare, pas très loin, on dirait même qu'il y a de petites criques sympathiques en contrebas. Allez zou, c'est parti, je trouve l'entrée du sentier côtier. Je sens déjà les embruns me fouetter le visage, et l'air du large me remplir les poumons...ah, ben, non...la non plus, verboten, terrains militaires. Après 400 misérables mètres, me voilà bloqué face à ce panneau cerclé des 3 couleurs française. On passe pas, t'es pas le bien venu, rentre chez toi, va regarder ta télé. Les hautes grilles qui entourent le phare et ledit terrain auront vite fait de me décourager.

C'est pas mon jour, je rentre donc chez moi un peu dépit.

Un petit bonjour au voisin d'en face (militaire à la retraite), un échange passionnant sur les prévisions météo avec mon voisin de droite (militaire en exercice) et une caresse au clebs du voisin de gauche (militaire en exercice aussi) et je rentre chez moi. J'ouvre ma boîte à lettres, et entre la demi tonne de pub pour tous ces merveilleux magasins où qu'on peut acheter plein de choses super, je trouve un dépliant du ministère de la défense. Arrivé devant mon apéro

je jette un œil sur le torchon, en quadri-couleur sur support cartonné brillant. C'est un petit guide qui nous explique comment faire en cas de problème nucléaire. Il faut rester chez soi, écouter la radio (pas RTL, mais plutôt une chaîne d'infos) et rester calme...

Faut dire qu'en face de Brest, sur la presqu'île de Crozon, il y a l'île longue. Un des seul endroit de France qui ne soit pas cartographié (regardez donc sur une carte de la région, il y a un grand périmètre tout blanc).

Cette base SNLE, ce superbe endroit, qui pourrait nous permettre de faire des plongées incroyables et d'autres découvertes de ce type, sert de dissuasion militaire. La zone est même carrément démagnétisée. Faut dire qu'avec les 4 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et les 288 têtes nucléaires qui les équipent (chiffres de 2000) ce n'est pas la peine d'essayer de faire une soirée mousse dans le coin. Les sites directement liés au nucléaire sont l'île Longue (123,9 ha), Gwenvénez (170 ha) et les îles aux Morts (1,3 ha) et de Trébérion (3,8 ha). Les Matières manipulées sont l'uranium, le plutonium, le deutérium et le tritium. Les déchets solides provenant des chaufferies des sous-marins comprennent des filtres à eau d'épuration, des boues et des résines échangeuses d'ions. Il y a aussi les déchets liés à la manutention, tels que des huiles et des vêtements de protection.

Allez, demain ça ira mieux, toute la région n'est pas polluée quand même. Juste avant de m'endormir, j'ai le droit à un petit chant, au loin, tout en finesse, des bidasses du coin (c'est beau un chant de militaire, poétique et tout).

Je m'acharne. J'ai besoin de marcher. Je vais à la pointe du Minou, je pars sur la droite, et là, surprise, je réussis à faire plus de 1500 mètres sans croiser la moindre référence à l'armée. Quelques mètres après, j'atterris sur un superbe terrain défoncé au bulldozer, par endroit bien plat, entouré de grillages, de blockhaus, et de « garages » vides. Faut que



je m'estime heureux, ici c'est laissé à l'abandon, on a le droit de passer. Mais du coup, ma vision des côtes bretonnes en prend un coup, d'autant plus que je vous laisse imaginer qu'ils ont pris de l'espace. On répète souvent aux gamins de ranger leur chambre...peut être que les militaires se vengent de leur enfance frustrante en foutant le bordel sur les côtes et dans la nature.

Ce cas de figure s'est représenté bien souvent lors de mes sorties. Si je dis qu'à chaque fois que j'ai pris l'air, j'ai à chaque fois croisé un panneau militaire, des hautes grilles, des côtes massacrées on va m'accuser d'exagérer. Et pourtant...

Je ne parlerai pas de la partie Nord de la presqu'île de Crozon, du fort de Capucins (où ont été enfermés des commu-

nards avant d'être envoyés en Nouvelle Calédonie) où l'on pouvait aller il y a encore quelques mois. Plus maintenant, finie la « tolérance » des militaires. La prochaine étape, je pense que c'est bien parti pour qu'ils tirent à vue les « terroristes » qui souhaiteraient aller profiter des splendides falaises du coin.

A Brest, il y a aussi la Penfeld, une rivière qui coule au cœur de la ville sauf que ici encore, elle coule entre les murs et les grilles de l'enceinte militaire. Le seul moyen pour les brestoises de redécouvrir le cœur historique de leur ville, c'est de...euh...d'aller voir ailleurs.

Alors que le désarmement et la réorganisation des armements européens est en cours, ce lieu « squatté » est devenu obsolète. En partie en friches, il est dispersé dans la Penfeld sur plusieurs kilomètres. Plusieurs associations Brestoises se battent pour redonner les bords de la Penfeld à la population. Mais comme chacun sait, l'armée est sourde comme un pot.

Si vous souhaitez chercher du travail sur Brest, faudra pas faire la fine bouche, car pour le moment il y a encore beaucoup de postes qui sont liés de près ou de loin à l'armée. Si vous souhaitez faire de « l'objection de conscience salariale » c'est comme pour tout ici...allez voir ailleurs.

De plus, il y a la pollution visuelle. Pour celui qui voudrait photographier tous les uniformes possible et imaginable dans la rue pour se monter une collection, c'est parfait, mais pour les autres, c'est carrément oppressant.

J'aurais bien aimé apporter plus de faits précis : par exemple combien la Défense dépense en faisant sortir quasiment tous les jours leurs navires et leurs sous-marins pour que les troupes puissent prendre l'air du large et justifier leur existence ? Quelle consommation de pétrole cela entraîne-t-il, pour quelle pollution ? Quelle surface volent-ils aux peuples pour ne pas les utiliser ? Quels sont les chiffres du nucléaire sur la ville ? etc. Mais avoir ce type de renseignements reviendrait à essayer de trouver de la poésie ou un message révolutionnaire dans une chanson de Sardou.

Rompez !

Penn Du

Goude an adlodennañ, an diennañ...

« An Douar a zo re gozh evit ober goap anezhañ » (krennlavar brezhonek)

E Plehedel, e Bro-Ouelou, ez eus ur pezh mell labouradeg evit sevel un hent bras etre Pempoull ha Lannon. Abenn bremañ ez eus bet breinet tri lec'h gant mekanikoù ken bras ha daou garr-boutin ma n'eo ket muioc'h c'hoazh: Kermadec e kreisteiz ar bourk; Traou Meur er mervent, e-kichen Lanleñv; ha La Petite Tournée war kroaz-hent etre Plehedel hag Ivias.

Du-mañ, du-se, dremweloù o vont da cheñch evit ma vo barrek Pempoull da vrasaat buanoc'h hag, evel ma oa bet skrivet wae panelloù melen al lez hent: « [Enquête Publique] pour le désenclavement de Paimpol ».

Padal, ret eo bevañ e-kichen evit em rentañ kont emañ Pempoull o veuziñ e-pad an hañv. Evit gwir e vez un hanter re a girri war hent kozh, ha lec'hioù zo hag a zo danjerus a-walc'h. Met forzh penaos, divizet eo bet e vo graet al labour-mañ penn-da-benn ac'hann da 2006-2007.

Evelkent, ur raktres skañv war distruj ar maezioù a vefe finoc'h, met luzietoc'h eo ober tammoù kempennet war an hent, o toujañ da dud ar vro ha d'an natur, eget sevel un dra a-du politikourien, embregerien, ha patroned ('vel just).

E lec'hioù ma oa gwechall koadoù, killi, kleuzioù ha parkeier ez eus bremañ betoñs houarnet, plaenenn digor he c'horf, gwez troc'het hag ur stêrig henchet gant ar betoñs. Marv eo gwenojenn ma bugaleaj, ar balan a guzhe ac'hanon.

Dec'h e oa seurt traoù pell diouzhin. Hiziv, ar repu em eus kavet daouzek vloaz zo, miret betek henn, zo bet gwalldapet gant lezenn an diorroadur evel m'eo bet gwechall kleuzioù ar parkeier gant an adlodennañ.

A-benn ar fin n'eus ket repu ken, ha ne gomzin ket diwar-benn Kreiz Breizh, e lec'h m'emañ priz an tiez o kreskiñ, me 'lâr deoc'h!

Ur fazi am eus graet koulskoude. Lâret m'eus e oa ret din stourm anep an hent bras-se, met m'eus ket graet a-walc'h! Chom a ra din ma glac'har pa'maon dirak ar pezh a zo hiriz ul lec'h aet e gouez...

[jân]

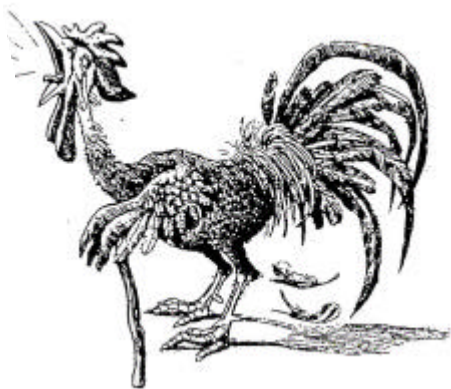
FILIFE ASKA !

Le 9 septembre à Ustaritz une centaine de personnes se sont rassemblées suite au refus d'accorder la liberté conditionnelle à Filipe Bidart. Il a été décidé de créer un comité de soutien " liberté conditionnelle pour Filipe ". Après 16 ans et demi en prison, il est grand temps de libérer Filipe Bidart!

Le site internet de la campagne : <http://www.filipeaska.com>

En République, les rois font la loi

Petit rappel chronologique des faits en Polynésie



Le 14 juin 2004, c'est l'incompréhension chez les chiraquiens de Polynésie. Tout semblait pourtant leur sourire : en effet, Gaston Flosse venait de trafiquer le mode de scrutin pour que les élections se déroulent sans accroc en instaurant une prime majoritaire d'un tiers des sièges à la liste arrivée en tête dans chaque circonscription (c'est aussi ça leur démocratie). Quelle ne fût pas sa surprise de voir le 23 mai dernier la situation se retourner contre lui. Gaston Flosse avait manqué de moins de 400 voix cette prime dans les îles du vent et avait ainsi perdu la majorité à l'Assemblée de la Polynésie française.

Oscar Temaru forme son gouvernement qu'il réduit fortement en comparaison de celui de Flosse. La présidence comptait quelques 600 personnes que Temaru réduisit alors à une centaine. Il faut savoir que la Polynésie "française" doit faire face à un déficit énorme, ce qui ne semblait pas gêner Flosse outre mesure, lui qui vit comme un prince. On peut facilement imaginer que ce dernier, sûr de son mauvais coup, se soit mordu les doigts jusqu'à l'os en apprenant le résultat : 20 ans de magouilles foutues en l'air !

Flosse s'était construit un scrutin à sa mesure comme il s'était construit un archipel à sa mesure : chaîne de télévision à ses ordres ainsi qu'une agence de presse et même une compagnie aérienne.

Flosse achète tout et tout le monde s'assurant ainsi une assise confortable sur son petit monde. Mais l'onde de choc corruptrice ne se limite pas à la Polynésie, elle touche largement le milieu politique parisien. Flosse, mis en examen pour emploi fictif et prise illégale d'inté-

rêt sait se faire des amis en métropole : le rapport de la chambre territoriale des comptes sur la gestion de la délégation polynésienne à Paris a mis en cause un ancien ministre de l'outre mer : M. Jean Jacques de Peretti. Ne parlons pas de son grand ami de toujours, un autre roi de république bananière, j'ai nommé Jacques Chirac. Flosse donc, ne pouvait en rester là.

Moins de quatre mois après sa défaite, le samedi 9 octobre 2004, le gouvernement Temaru est renversé après le vote d'une motion de censure déposée par le Tahoeraa, parti de M. Flosse, sous prétexte de l'incapacité de l'actuel gouvernement à diriger le pays" et d'une "dégradation accélérée de la vie économique"(sic). On croit rêver.

Temaru, en quatre mois aurait dû pouvoir remettre sur pied un système économique en piteux état, hérité de la précédente présidence.

Sur 57 élus donc, 29 ont pris part au vote et se sont déclarés en faveur d'une

ment soutenu par une majorité de la population polynésienne. (...) Nous ne sommes pas naïfs. L'État chiraquien est derrière tout cela ! ».

Gaston Flosse, sénateur apparenté UMP, est élu le 22 octobre 2004, président de la Polynésie française, par une majorité de 29 représentants sur les 57 que compte l'assemblée du territoire.

La majorité renversée par la motion de censure a refusé d'assister à la séance. Les deux camps sont en effet opposés sur l'interprétation du statut de la Polynésie française et chaque partie a adopté un calendrier différent pour l'élection du président de la Polynésie française.

Pour Brigitte Girardin, ministre des DOM, il n'y a aucun problème : "tout a fonctionné normalement et selon un processus démocratique qui ne pose pas de problème"

Se pose alors la question d'une dissolution de l'assemblée polynésienne pour l'ancienne majorité. Le gouvernement français ne veut alors rien entendre.

Brigitte Girardin (en outre intime, elle aussi, de Gaston Flosse) soutient mordicus que les conditions juridiques d'une dissolution de l'Assemblée de Polynésie ne sont pas remplies. La même déclarait peu de temps avant : "Je considère que ce sont les Polynésiens qui doivent décider eux-mêmes de leur sort et il n'y a pas, depuis Paris, à porter tel ou tel jugement sur ce qui se passe localement." Pourtant, Paris va se ranger clairement dans le camp de Gaston Flosse. Copé, le porte parole du gouvernement déclare encore le 17 novem-

bre : « Il ne saurait être question de dissoudre l'assemblée de Polynésie française ». N'y voyons là aucune marque de sympathie pour la nouvelle majorité polynésienne, pas plus qu'une nouvelle marque de politique coloniale. Mais est-ce étonnant ? N'est-ce point le général de Gaulle qui en 1947 (ayant dû comprendre de travers les leçons à tirer de la seconde guerre mondiale) a unilatéralement et arbitrairement retiré la Polynésie de la liste des pays à décoloniser établie par les Nations Unies ?



motion de censure déposée par le parti Tahoera'a Huiraatira du sénateur UMP Gaston Flosse. C'est la nouvelle défection de Noha Tetuanui, ancien ministre du Logement de M. Flosse, rallié, en juin 2004, à M. Temaru, qui retournant une seconde fois sa veste fait tomber la majorité indépendantiste.

Flosse exulte, Temaru fulmine. Pour lui, il n'y a aucun doute, les magouilles à Flosse continuent : « « L'emploi de méthodes mafieuses - le mot n'est pas trop fort - a réussi à renverser un gouverne-

Le 16 octobre se sont des dizaines de milliers de personnes qui à l'appel de L'Union pour la Démocratie (UPLD) de Oscar Temaru, qui manifestent dans les rues de pour conspuer le système Flosse. Cette manifestation est qualifiée d'historique par tous les observateurs.

Mais Flosse a intérêt à rester président, car tout comme son ami Chirac, ce dernier traîne de sacrés casseroles, ce qui fait dire à Oscar Témaru « S'il revient au pouvoir, l'audit sur les dépenses d'argent public que nous venons de mettre en route ne pourra pas aboutir », et d'ajouter : « Depuis des années, la justice française dispose de nombreux éléments, elle n'a pourtant rien fait pour mettre M. Flosse en prison ». Au même moment, la métropole apprenait que Flosse avait été mis en examen en 2003 pour des emplois fictifs.

Depuis lors les tractations, les entretiens, les entrevues n'en finissent plus, et les rebondissements sont multiples. Le 15 novembre, Le Conseil d'État a annulé l'élection des représentants de la circonscription des Îles du Vent (Tahiti et Moorea) à l'assemblée de Polynésie, alors que la ministre de l'Outre-mer, Brigitte Girardin, étudie la possibilité de nouvelles élections pour l'ensemble du Territoire.

Flosse de son côté multiplie les promesses. Nous le savons maintenant... le père Noël n'habite pas le grand nord, mais le pacifique ! Flosse, qui faut-il le rappeler a gouverné sans partage pendant plus de vingt ans nous fait part de son illumination : le fait d'avoir été à l'opposition (moins de quatre mois je le rappelle) lui aurait « ouvert les yeux »... Un aveugle recouvre la vue ! Alléluia !!!

Flosse promet donc d'« être plus à l'écoute du peuple » (le « plus » me semble ici superflu). Il promet également d'augmenter le SMIC « pour que vous ayez un bon Papa Noël » commente-t-il sans rire. Mais il ne compte pas s'arrêter là. Flosse a également déclaré qu'il réduirait « les dépenses de la présidence » et « rétablirait le partenariat avec l'État ». Il entend aussi « relancer tous les grands travaux, avec concertation et négociations ».

Lourdes c'est du pipi de chat à côté des miracles que fait faire la peur des indépendantistes !!!

Robert Dizobert

Er vuhez hervez Hervé

Ba Roahon, d'en 12 a viz Gouel-Mikel e oé bet barnet Hervé Bossard é-galv a veid duaj panellieù-hent graet getoñ ér Mor-Bihan e miz C'hwevrer 2004. En dé-mañ hon eus desket get alvokad departamant Mor-Bihan e oé en ober-sen un « Dégradation de l'environnement » (!). Lâret e oé bet getoñ eué e laboure er Mor-Bihan a veid difenn er glad sevenadurel : un doenn a zo bet lakaet àr er c'hastell Susino erfin ! (Setu ur glad skedus, nompas èl yezh er blouked...) Tra ma e oé bet goulennet getoñ ha get an DDE digolleù diveat diget Hervé, e zifennour, Mestr Guilloux, en deus lakaet àr-raok er fed ne oé ket bet graet enklask erbet àr er livadur e oé bet implijet.

Oc'hpenn-tra eo bet efedus er pezh zo bet graet get Hervé àr ar seblant : kuzul departamant er Mor-Bihan en deus votet, en diwezh, panellereh divyezhek. Lakaet eo bet er varnadenn àr-lerc'h er c'huzulierezh.

'Ba' Gwened, d'en 20 a viz Gouel-Mikel e oé bet barnet Hervé c'hoah a veid, er wezh-mañ, un dresadenn vrav-kenañ graet getoñ oc'h kastell-dour Surzur (eid frankiz er prizonidi). Goude e oé bet lâret get an holl dud (get er lez-varn zoken !) ne oé ket un « tag » met ur frisenñ goant getoñ en doé lennet er prokuror rakpriz er SIVOM (perc'henn er c'hastell-dour) : 28000 euro goulennet diget Hervé ha Johann (e gamalad-noz !).

E benn er fin e oé bet graet er rakpriz-mañ a veid adober er savadur a-bezh (ér-maez hag a-barzh) ! Setu a-gaoz da betra eo bet tennet e glemm get en aotrou maer (prezidant er SIVOM) àr-lerc'h e oé bet paeet get Hervé ha Johann daou hanter-devezh a labour da lâret eo 60 euro (un tammig nebeutoc'h a 28000 ! ...)

Neusen en deus tremenet Hervé 3 suniad én toull (ha lamet eo bet e garr doc'htoñ hag urzhiaer doc'h Johann) a veid bout bet tapet é koantaat ur savadur divalav ... Ha n'eo ket bet gopret en deskardet-livourion-sen (koulskoude e oé euriadoù-labour da noz). Nag ur vezh !

Paol Pegañ

ADRESSES DES PRISONNIERS POLITIQUES BRETONS

Kristian GEORGEAULT

276 024 - A 234

Maison d'Arrêt - 42, rue de la Santé

75674 Paris cedex 14 - France

Pascal LAIZÉ

274 740 - F 2 / 247

42 rue de La Santé

75674 PARIS Cedex 14 - France

Un vieillard qui canne, c'est une bibliothèque qui crame !

Bon soit ! Mais que dire alors de la population française qui, bien que vieillissante, semble frappée d'amnésie collective.

A moins que dans notre mode sociétal d'orientation gériatrique, la maladie d'Alzheimer ne soit devenue virale ou bien que l'occidental moderne de type star-académiste, de genre boboïque post-mitterandien et pré Sarkosiste ne soit qu'un sous genre d'hydrocéphale ou simplement un crétin des Alpes (j'ai rien contre les Alpes).

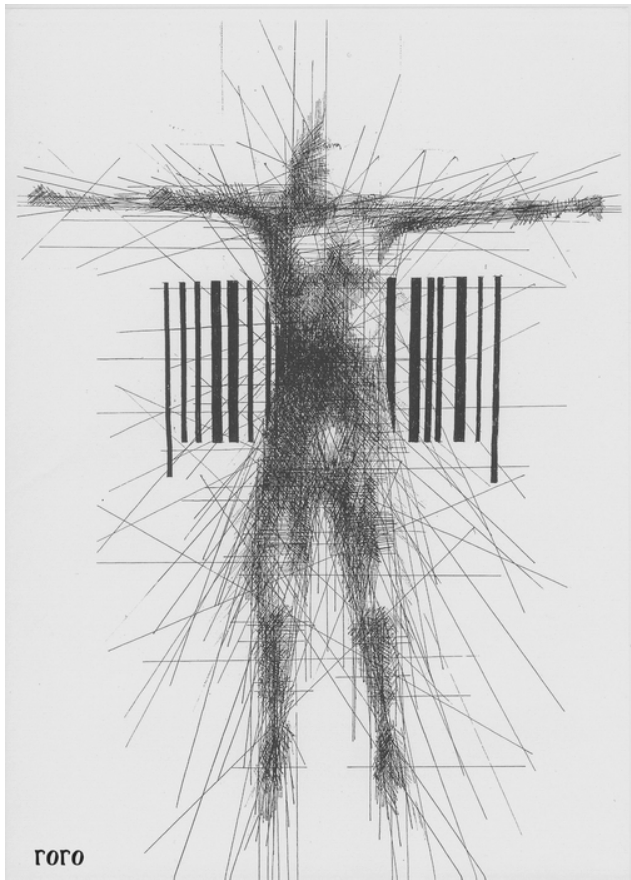
Mais comment peut-on s'étonner de certaines réactions en Côte d'Ivoire, ah oui ! Excuse moi, en Afrique Occidentale Française !

Si la connerie est une profession, il doit y avoir le plein dans les salles de rédaction, et certains journalistes doivent faire œuvre de sacerdoce. « Ils ont tout perdu... ils n'avaient rien en arrivant en France... terreur... violence... vol... réfugiés... » Dieu me tripote, comme aurait dit Desproges. Mais si les tribuns s'y mettent aussi : « risque de dérive fasciste... régime unique... totalitaire... 150 années d'histoire commune... de collaboration... d'amitié... ! » Les chantes de la France des droits de l'homme (avec un grand F comme Formol) feraient mieux de regarder leurs mocassins, pas ceux de Duhamel, Pasqua ou Papam'adit (Jean-Christophe Mitterand), mais les souliers de l'histoire honteuse. Celle du « Banania » aux

« Expositions coloniales » sous le régime du Front populaire et autres régimes où l'on pouvait exhiber le Kanak cannibale derrière les barreaux de la civilisation. Civiliser le jeune Bantoue ou le Peul, certes non. L'école de la république ne l'avait pas nettoyé de ses superstitions et de son dialecte inintelligible, éduqué aux valeurs d'une république égalitaire où tous les ancêtres sont des gaulois mais pas forcément égaux, éduqués à l'école du mensonge, celle où... « il y a un droit pour les races supérieures, parce qu'il y a un devoir pour elles, elles ont le droit de civiliser les races inférieures » (dixit Jules Ferry).

Égalitaire, la république française avec ses légions de tirailleurs sénégalais ? Ses cohortes de déracinés, génocidés, ethnocidés pour mieux les exploiter ?

Pendant 400 ans la France a contribué activement à déporter près de 12 millions d'êtres humains pour alimenter « les colonies d'Amérique » et grossir les portefeuilles des notables Nantais, Bordelais ou Morlaisiens (les Seillières de l'époque). A la Conférence Interna-



tionale de Pretoria en 2001, la France socialiste refusait de ratifier la demande des pays africains, de reconnaître l'esclavage comme « crime contre l'humanité ». La France ainsi que les États-unis avaient sans doute peur, à cette conférence, qu'un dédommagement financier ne leur soit demandé. Alors, arrêtons de rire ! Où se situe la violence ? Que quelques blancs aient été dépouillés de biens acquis grâce à une situation économique digne d'une république bananière ne me fait pas pleurer !

Ces braves gens voyaient leurs intérêts économiques avant tout : un salaire fort

dans un pays pauvre, le pied quoi ! Alors, que certains aient caché cette réalité au prix d'un hypocrite prétexte humanitaire, l'occident amenant la civilisation et la démocratie... mais quelle démocratie : celle où le vol organisé est établi en règle d'or, celle où des individus au nom de la propriété privée (outils de production) vivent grassement de l'exploitation des autres. Non seulement ils volent nos forces, mais notre temps : celui où pour gagner sa vie, l'individu la perd.

« Ah, les noirs, c'est quand même des grands enfants, toujours à rire ou à danser... »

Alors quand la violence physique heurte nos concitoyens, ils n'ont pas la décence de différencier un sans-papier expulsé *manu militari* d'un pauvre blanc qui a perdu sa voiture d'entreprise et la boniche qu'il pelotait ou la nègrillonne que le soldat se paye dans une boîte de sardines.

Du Tchad à la Mauritanie, en passant par le Dahomet, le fonctionnaire a fonctionnarisé avec ses méthodes de curé, le militaire en bras séculier et l'enseignant de jésuite, sans compter le coopérant en frère mineur. Amitié ou intérêt ?

Si l'ivoirien est en pleine crise d'Œdipe et subit les crises politiques liées à l'organisation de sa société sur le modèle des sociétés occiden-

tales, le régime unique d'Houphouët Boigny n'a pas à rougir du régime d'alternance socialo mou du cul pro capitaliste à celui dure des fesses libéral démagogique, tout aussi capitaliste.

Dis-toi bien que dans tous les cas, c'est l'écharde du petit blanc Mac-Dossis qui est devenue une vraie cruauté et pas l'odeur des chamiers et des bidonvilles d'Afrique. D'abord, les noirs, ils se ressemblent tous !

Kristian

Dougen ar Plutonium : Dañjer !

Krouet vez ar Plutonium get an dud, ag an Uranium. Nend eo ket un dra vez kavet en douar pe mein nameit roudoù bihan. Pa vez implijet an Uranium 238 en ur greizenn nukleel ya hennedh da vout Uranium 239 hag a zo un izotop¹ distabil-tre hag eh a d'en em treuzfeurmiñ e Neptunium en un nebeud a vunutennoù. Abenn daou zevezh vo treuzfeurmet e Plutonium 239 a zo implijet aveit gober bombajennoù nukleel pe Mox (Mesklaj etre Plutonium hag Uranium naturel paour) hag a servijo en-dro aveit gober dredan e kreizennoù nukleel.

Kroget eo Bro C'hall e sevel Plutonium àr-lerc'h an eil brezel en un dibab graet get ar Jeneral De Gaulle aveit kreskiñ nerzh lu stad Frañs. E Marcoule, Oksitani, oa bet savet uzin getañ aveit dispartiiñ ar Plutonium ag an Uranium deñvet e kreizennoù nukleel. Ar-lec'h oa bet savet unan arall e La Hague hag a zo brudet tre... Marcoule a servij bremañ aveit gober Mox.

Beaj an danvezioù radioaktiv

Arruet e la Hague get bigi, hent-houarn ag ar stadoù unanet, alemañgn ha kreizennoù nukleel stad Frañs vez treset en-dro ar lostajoù nukleel en ur dispartiiñ ar Plutonium 239 ag ar restajoù arall vez gwerennet² ha lakaat edan an douar agaoz da ne vez ket moian o adimplijout. Ar restajoù-sen a chomo azen hep ma vehe kavet un diskoulm bennak aveit o tretiñ. Ar Plutonium vez renket e boestoù ispisial vez lakaet muioc'h ag ur c'hant kiload bennak a b/Plutonium enne. A-walc'h aveit gober ugent bombajenn nukleel ! Oc'h penn-tra reollennoù surentez lakaat aveit ar boestoù-sen a hellha bout diefedus ma dremena ur gwallzarvoud bennak : gwevnder ma kouezh ar voest zo 9 metrad ihuelder. Tremena a ra ar c'hirri-samm der bontoù muioc'h a nav metrad. Petra a dremeno ma kouezh ur c'harr-samm ? gwevnder ar voest dirak an tan zo 800 ° C e-pad un hanter euriad. Mar bez lakaat an tan d'ur c'harr-tan en un tunnel (kaout soñj e tunnel ar Mont-blanc) get pet derez ha pet amzer a chomo an danvezioù nukleel azen ?

Treuzet vez stad Frañs get kirri-samm ur voestad àr bep hani. Ar beaj a dreuze o "bro" penn-da-benn a La Hague da v/ Marcoule ha Cadarache ha tremen a ra dre lec'hioù a choma tud àrne. Azen vez graet Mox (Mixed OXid) en ur veskliñ ar Plutonium 239 degaset a La Hague hag Uranium paour nevez. Kaset vez àr-lec'h ar Mox da



greizennoù nukleel Gravelines (4 fil atomik a implij Mox azen), Saint - Laurent (2), Dampierre (4), Chinon (3), Tricastin (4), Blayais (2). Ar veaj nevez-sen vez graet ur wezh arall get kirri-samm. Er c'hreizennoù nukleel arall ne vez ket implijet ar Mox.

Hent-dall ar lostajoù nukleel

Ur bochad lostajoù vez graet diehan er sistem-sen. Da gentañ àr-lerc'h un dremenadenn gentañ er c'heizennoù nukleel pan bez produiet Mox a choma lodenn vrasañ ar lostajoù didredet vez gwerennet. Da heul en ur tretiñ vez laosket pezh vez graet *Uranium de retraitement* aneñañ ha lostajoù arall ne vez ket graet tra erbet gete. Ar lostajoù-sen n'oa ket bet kavet diskoulm erbet aveit nag o tretiñ nag o renkiñ. Pebezh prof kabidon aveit ar re an amzer-dazont. Ar peurliesañ vezant lakaat edan an douar pe bernet en ur greizenn nukleel pe en ur c'hamp sourdardet bennak en ur c'hortoiñ...

Stourm a-enep an Nukleel

Beajoù an danvezioù nukleel ha produksion ar lostajoù zo lodennoù ur sistem ekonomiel e tu ar c'hevalaou brasoc'h : produksion an dredan implijet get lod vrasañ ag an dud. Nend eo ket a-walc'h huchal a-enep an nukleel mar ne vez ket klazhet moianoù

arall d'ober. Aveit ar re a veva edan stad Frañs vez kaset an dredan d'an dud get EDF.

Traoù a-bep seurt vez moian kavet eit stourm deiz-pe-zeiz :

- Klazh implijout dredan graet get an heol hag an dour. Setu un dra eh a da vout bet implijet muioc'h-mui sur a-walc'h.

- Monet e manifestadegoù zo aveit diskouez d'ar re o deus laeret ar galloud eh eus tud n'int ket plijet get an nukleel.

- Nac'hiñ mod-pe-vod e vehe savet kreizennoù nukleel arall (remember Plogoff).

Nend eo ket kalz mes tamm ha tamm eo ret lakaat an nukleel en e blas : an amzer dremenet !

OLC

¹ Izotop : Danvezioù o atom o deus ar memes niver ag elektronoù ha protonoù mes un niver a neutronoù diheñvel.

² Gwerenniñ : Solutaat ar restajoù nukleel get un taoz gwer.

Entretien avec Eugène Riguïdel

Huchoër : Demat Eugène. Tu te dis « citoyen du monde », tu prônes la « transparence et démocratie », tu luttas pour des causes allant des prisonniers politiques à la défense des menhirs. Pourrais-tu nous en dire un peu plus.

Eugène : Je pourrais dire citoyen du monde régionaliste ce qui justifie un intérêt pour ce qui se passe dans le monde en général, et puis régionaliste, parce que je pense que la démocratie procède de l'autosuffisance locale donc je pense que le terme citoyen du monde régionaliste permet de s'intéresser particulièrement à ce qui se passe autour de soi. Globalement citoyen du monde mais régionaliste c'est à dire face à des interrogations locales. D'abord la Bretagne, qu'est ce que la Bretagne, c'est la péninsule armoricaine avec 5 départements. Ensuite il y a des prisonniers politiques qui sont des gens qu'on met en prison pour des délits d'opinion, des choses incroyables, d'une façon illégale, c'est quand même inadmissible ! En dehors de ça je suis depuis très longtemps adhérent, sympathisant selon les moments d'associations comme Greenpeace et le réseau Sortir du Nucléaire.

Huchoër : On t'as vu agir contre le nucléaire le 4 octobre à Cherbourg, dans quel cadre et pourquoi ?

Eugène : Je me suis retrouvé à Cherbourg avec la "Rieuse", une plate en V de 5 M 50, tout simplement parce que je suis séduit par la philosophie de ce qu'on appelle la flotille de la paix qui est en fait une flotille internationale de marins et de voiliers qui adoptent moralement une charte de respect général et réclame le mer sans nucléaire. Donc c'est dans ce cadre que je me suis retrouvé à Cherbourg pour signifier notre désaccord avec le transport du plutonium. Qui est un transport extrêmement dangereux, qui est peut-être justifié aux yeux des responsables, mais en tous les cas ne participe pas à une démocratie directe et à une transparence suffisante aux

yeux de pas mal de monde.

Huchoër : A l'heure où tu réponds à ces questions (16/11/04), tu es sur le point de faire le parcours d'Etel à Cherbourg en bateau pour ton procès, pourquoi ?

Eugène : En effet, pour aller au tribunal, finalement j'ai choisi la voile. J'ai un ami qui m'a passé son bateau, un 6 M 50 superbe de la mini-transat. Ce bateau a en plus une bonne godille et un petit moteur alimenté par un panneau



solaire. Cela me paraît être bien pour aller répondre d'une action, d'une désobéissance civique pour une meilleure connaissance des problèmes du nucléaire. Ça va consommer moins de fuel qu'une voiture, normalement.

Huchoër : A travers ton engagement contre l'incinérateur de Plouharnel et plus généralement pour la sauvegarde de l'environnement que réclames-tu ?

Eugène : Je réclame une transparence et une démocratie de proximité et l'incinérateur de Plouharnel, qui est d'ailleurs le plus vieux de France, n'a d'après ce que j'ai cru comprendre, que des défauts au niveau des mesures de pollution et même au niveau des alertes pollution. C'est une mauvaise solution, je pense qu'il faut en tirer les conséquences et décider si on continue à faire autant de déchets, si il faut autant d'incinérateurs, autant de sites d'enfouissement ou si il faut reprendre les choses plus raisonnablement avec la diminution de certains déchets.

Huchoër : On t'as vu défendre les alignements de Carnac, Diwan... Comment te places-tu vis-à-vis de la culture et du peuple Breton ?

Eugène : Le peuple Breton est une réalité, le peuple Breton à une culture et Diwan est un des outils de cette culture, tout en étant un outil pédagogique considérable, je trouve qu'il emploie une technique par immersion inégalable au niveau du bilinguisme et même des résultats scolaires en général. Donc je trouve ça dommage que pour un alinéa de la constitution ça ne puisse pas avoir lieu. Comme si on pouvait se priver de quelque-chose qui est bon sous prétexte qu'il y a une constitution qui a été faite sous Pétain qui ne permet pas de faire les écoles Diwan. A partir de ce moment là je pense que tous ceux qui sont convaincus du bien fondé de cet enseignement doivent le soutenir. Moi j'en fais partie et je suis très content de fréquenter en plus en cette occasion là des bretonnants, ce qui me permet de faire des progrès de ci de là.

Huchoër : Tu as organisé le 6 juin dernier la Diwan Kup, en quoi cela consistait-il ? Et quels souvenirs en gardes-tu ?

Eugène : La Diwan Kup c'est un apprentissage maritime destiné aux enfants des écoles Diwan entre autre, parce qu'il y a aussi toutes les écoles bretonnantes, comme Dihun et Divyez. C'est une idée pour favoriser cet apprentissage maritime et l'émergence du langage maritime et des termes météorologiques en breton. Et en même temps c'est aussi une façon de se tourner vers l'extérieur. Bon voilà, messieurs-dames, l'école Diwan est laïque, gratuite et en breton ! Et donc c'est bien que ça existe, C'est une super truc et on s'arrange pour que ça continue, voilà. Mais c'est certains que ça devrait être pris en exemple par l'éducation nationale plutôt que dénié.

Les souvenirs que j'ai de la Diwan Kup, c'est d'avoir vu pas mal d'enfants s'amuser et nous avec pendant une magnifique journée en plate en V.

Huchoèr : Et pour l'avenir?

Eugène : L'édition 2005 de la Diwan Kup sera ouverte à une plus large catégorie de bateaux, puisqu'on va accueillir les voiles traditionnelles et également les bateaux modernes et les bateaux de courses qui voudront venir faire la Diwan Kup. Seul règlement, c'est très simple, il faut avoir 2 enfants des écoles britophones et leurs parents à bord pour représenter une école, autrement on est bateau accompagnateur. Et donc cette Diwan Kup aura lieu le 11 juin avec fest-noz à St Goustan à l'arrivée.

Huchoèr : Trugarez vras Eugène, kenavo.

Le collectif A-Stroll vient d'être créé. C'est une nouvelle structure qui rassemble tous ceux et celles qui veulent lutter collectivement dans le Trégor Goëlo en défendant les droits du peuple breton et la justice sociale.

La première réunion de création du collectif a rassemblé une trentaine de personnes (45 personnes étaient intéressées).

Il en est ressorti trois points de base sur lesquels nous nous retrouvons pour lutter localement :

Un sentiment collectif d'appartenance au peuple breton qui comme tous les peuples doit pouvoir maîtriser son destin dans le cadre de son territoire historique.

La volonté d'œuvrer à la reconquête de la place de la langue bretonne dans la vie publique sans pour autant négliger la culture d'expression gallèse

Pour une répartition équitable des richesses permettant la mise en place d'une économie au service de l'être humain et de son environnement et non du profit

Les premières luttes communes sont la défense du logement en Trégor Goëlo et la lutte contre la spéculation ainsi que la lutte pour que la culture et l'histoire bretonne retrouve leur place.

Déjà une première action a été menée jeudi 11 novembre où a eu lieu un rassemblement pour rendre « hommage » aux 200 000 bretons morts par la France lors de la guerre 14-18 pour rappeler la boucherie que cette guerre avait provoqué dans l'intérêt de la bourgeoisie et des industriels impérialistes.

La trentaine de militants présents a été encerclée par une centaine de C.R.S.

Une affiche doit aussi être sortie avec comme slogan « des logements pour les bretons pas pour les colons – Halte à la spéculation – Trawalc'h !

Un nouveau rassemblement a eu lieu le 22 novembre devant la mairie de Guingamp le jour du conseil municipal afin d'interpeller ceux qui sont sensés nous représenter sur l'absence de bilinguisme Breton/Français dans les lieux publics et l'absence de Gwen ha Du sur le fronton de la mairie.

Plusieurs autres rendez-vous sont déjà prévus

Où trouver le Huchoèr ?

Roazhon / Resnn :

? Librairie L'Encre de Bretagne, rue Saint Melaine

? Librairie Au bout de la nuit, rue Legraverend

? L'Ekluserie occupée, rue Alphonse Guérin

Sant Brieg / Saent Berioec :

? Librairie Errances

Gwengamp / Guingamp :

? Maison de la Presse, place du Centre

? Galerie Kig hag Arz, 7 rue Notre Dame

Boulvriag / Bourbriac :

? Tabac Presse, place du Centre

Tonkedeg / Tonquedec :

? Café chez Jeannot, route de Lannion

Lannuon / Lannion :

? Librairie Gwalarn, rue des Chapeliers

Kemperle / Quimperlé :

? Librairie Penn-da-Benn, place Saint Michel

An Oriant / Lorient :

? Maison de la Presse, 18 rue des Fontaines

Gwened / Vannes :

? Librairie Lenn ha dilenn, rue des Chanoines

Quimper :

? Librairie Ar Bed Keltiek

Lesneven :

? Tavarn / Ti krampouezh « Chez Tom », 18 straed Itron-Varia

Brest :

? Librairie Ar Bed Keltiek

Paris :

? Coop Breizh, rue du Maine

Lille :

? Infoshop, 4 rue de Colmar

Nancy :

? La Casbah, rue Villebois-Mareuil

+les tables de presses, les manifs... et directement dans ta boîte aux lettres si tu t'abonnes.

ABONNEMENT

6 euros pour 4 numéros (chèque à l'ordre de CBIL)

Le Huchoèr c/o CBIL

BP 70402 22200

Gwengamp cedex

Chronique ciné

Nous allons vous faire aimer la Police, ne quittez pas...



Votre envoyé spécial a eu l'immense privilège d'assister à une projection en avant première du film *36 Quai des Orfèvres* suivie d'un «débat» en présence d'une partie de l'équipe du film. Le titre sentait déjà bon la série télé flicophile et la soirée s'annonçait très second degré...crises de rire et grincements de dents assurés ! La perspective d'une rencontre à la fin du film était aussi très prometteuse. Ce à quoi j'ai assisté pendant et après la séance a dépassé toutes mes espérances...

Le film raconte l'histoire de la « descente aux enfers » d'un flic de l'antigang qui, à force de fricoter avec le milieu qu'il est censé combattre, se retrouve complice d'un double meurtre. A cela se mêle des histoires de rivalités entre les 2 protagonistes (Depardieu et Auteuil) sur fond de guerre des polices. Il se trouve que le flic qui a écopé de huit ans de zonzon est un ami du cinéaste Olivier Marchal, lui même ancien flic. *36 Quai des Orfèvres* n'a d'ailleurs eu aucun mal à traiter de ce sujet : le film a obtenu sans problème la bénédiction des autorités policières et pour ce qui est des facilités de tournage ce fut également un jeu d'enfants. Il est vrai qu'Olivier Marchal a gardé des amis bien placés... Ce film est donc un film de flic, par les flics et pour les flics. Comme l'a clairement dit son géniteur lors du débat qui a suivi la projection : « ce film est dédié à mes amis de la PJ et aux flics de terrain. Il montre la beauté de ce métier. ». Et quelle beauté...A ce propos ayons une pensée émue pour ce flic torché qui a abattu son collègue le 17 octobre dernier lors d'une beuve-

rie au commissariat de Nantes. Passons. D'un point de vue esthétique et technique, le film pourrait être qualifié d'efficace : ça le rend d'autant plus terrifiant qu'il s'agit d'une véritable machine de propagande. Les bleus y sont présentés comme des victimes à la merci de juges anti-flics (ne riez pas !) et de l'IGS (Inspection Générale des Services) dépeinte comme particulièrement zélée dans le film... Comme le dit le cinéaste : « c'était mieux avant. Aujourd'hui les flics sont gênés par l'administration et ultra contrôlés ».

Car Olivier Marchal est un nostalgique du bon vieux temps. Dans *36 Quai des Orfèvres* les flics sont plus vrais que nature. Le film nous montre pèle mèle : des flics bourrés lors d'une soirée tirant tous en cœur sur une misérable souris, des flics qui s'entendent au final comme culs et chemises avec certains « truands » ou bien encore des flics qui jouent les hommes de main à l'occasion et torturent un mec en le rouant de coup, le jetant à poil dans une fosse en pleine forêt. Les propos d'Olivier Marchal font d'ailleurs échos à cette dernière scène qui sent le vécu pour celui qui a bien connu cette époque bénie où, dit-il, « on allait faire des tours en forêt »...

C'est jusqu'à la nausée que ce pantin au look très BAC a fait les éloges de cette chère Police devant une salle conquise, soumise et particulièrement amorphe. Le personnel de la Tour d'Auvergne de Rennes avait dû recevoir un plein carton d'invitations... La première réaction du public présent fut d'ailleurs celle d'une jeune femme qui bégaya la voix tremblante : « j'ai eu la chance de faire partie de la police nationale pendant quelques mois et là, après avoir vu ce film, ma vie me semble totalement vide » puis elle éclata en sanglots. Olivier Marchal, tel un ange gardien, se déplace dans la salle et la serre dans ses bras... Cette scène surréaliste fait place à une remarque pertinente sur l'insignifiante présence féminine dans le film. Le cinéaste et ses acolytes se marrent. La justification avancée par la gente phallocrate présente est la suivante : « c'est un film de braguette ». Donc c'est normal : il ne faut pas voir le mal (mâle ?) partout ! D'ailleurs, la seule femme flic que l'on voit sur l'écran n'est-elle pas une vérita-

ble héroïne ? Pour sa défense Olivier Marchal le souligne : une femme flic est plus forte qu'une femme normale...

Le film dresse un portrait particulièrement manichéen des malfrats que les gentils flics ripoux doivent affronter : le groupe de braqueurs de fourgon est représenté comme une bande de robots qui ne parlent pas, n'ont strictement aucun sentiment si ce n'est la haine et le plaisir de tuer. Ils sont ultras violents, glaciaux et déshumanisés au possible. Mais pas de doute, c'est bien à ce résultat que voulait aboutir Olivier Marchal. Un des acteurs présent affirmait haut et fort qu'il faut donner beaucoup plus de moyens à la Police face à cette « voyoucratie » qu'il assimile à de la « psychopathie » (sic). Car *36 Quai des Orfèvres* c'est aussi ça : une autojustification de la police quant aux moyens les plus disproportionnés qu'elle peut ou pourrait utiliser dans sa lutte contre les méchants robots tueurs et tous les ennemis de l'Ordre en général.

Au final, sous couvert de nostalgie d'un ancien de la PJ, le tour de force de *36 Quai des Orfèvres* est de montrer une certaine réalité policière et des pratiques plus que limites que le spectateur pourrait percevoir au premier abord comme une dénonciation, mais qui n'est finalement qu'un hommage voire une apologie. Car si l'on met de côté l'aspect manichéen totalement puéril, ce qui distingue ces flics violents et magouilleux d'autres bandes armées n'est finalement dû qu'à l'humanité qu'Olivier Marchal leur accorde dans le film, mais aussi et surtout, au fait qu'ils ont l'Etat pour employeur.

Difficile de conclure sans évoquer le non lieu sans surprise prononcé mi-octobre dans l'enquête sur la mort de Jacques Mesrine. L'ennemi public numéro 1 avait été assassiné en novembre 1979 d'une vingtaine de balles par une équipe de l'antigang alors aux ordres du commissaire Broussard. Au risque de décevoir Olivier Marchal il n'est pas inutile de rappeler que dans la vraie vie les juges sont très majoritairement proflics et les flics assassins sont couverts par leur employeur...

Beriau An Toer

Keleier ar yezhoù

Panorama linguistique

Romanche

En 2004, la confédération helvétique a versé 4.5 millions de francs suisses au canton des grisons pour soutenir le romanche et l'italien. Le canton majoritairement germanophone a rajouté quant à lui 2.5 millions... C'est le romanche qui récoltera la plus grosse partie de la subvention. Le romanche est la langue première de 35000 personnes : De son côté, la société suisse de radiotélévision a décidé de renforcer le service romanche. Son budget est passé de 20 millions à 22 millions de francs suisses.

Créole

Un nouveau cours sur la littérature et la poésie créole des Caraïbes vient tout juste de débiter à Goldsmith Collège de l'université Londres. C'est la première fois qu'un pareil enseignement est dispensé au Royaume-Uni. La langue créole commence à être reconnue dans le monde anglophone, à la fois comme un moyen de communication et comme discipline d'étude.

Gallois

Le groupe de pression Cymuned intensifie sa campagne de pression. Cymuned c'est 250 personnes prêtes à participer à des actions illégales afin de préserver le droit des communautés parlant le gallois. Le groupe ayant beaucoup travaillé sur les modèles militants activistes existants aurait reçu le conseil de groupes tels Greenpeace ou bien anticapitalistes tels Rucus.

Français

Une entente sur le financement de la santé comporte un volet sur les soins en français. L'entente prévoit qu'Ottawa mette en place des initiatives ciblées qui viseront à appuyer les

communautés de langue minoritaire pour accroître la réserve des professionnels de la santé. C'est la toute première initiative de ce genre.

Le président français Jacques Chirac, dans un centre culturel français au Vietnam déclare devant des étudiants : « si nous arrivions dans un monde où il y aurait une seule langue, cela voudrait dire une seule culture. Ce serait une véritable catastrophe écologique ». Jacques Chirac faisait la promotion de la francophonie (5% de francophones au Vietnam).

Breton

27 ans après l'ouverture de sa première classe à Lambaol Gwitalmeze, une école Diwan ouvre ses portes à Paris. Une quinzaine d'enfants ont effectué leur rentrée en breton dans le quartier historique des bretons de Paris dans le 14^{ème} arrondissement.

Le lundi 13 septembre 2004, le PS, le PRG et la droite ont rejeté le vœux présenté par Danielle Aupfray et René Dutrey, élus verts du 14^{ème} arrondissement de Paris, qui demandait de soutenir matériellement l'école Diwan ouverte depuis le 2 septembre près de Montparnasse.

Le militant breton Hervé Bossard était jugé en appel le 12 octobre à la cour d'appel de Rennes. Condamné le 30 juin 2003 pour avoir noirci quelques panneaux directionnels au nom de SAB (Stourm ar Brezhoneg)

Berbère

Le CEB (Collectif pour l'enseignement du berbère) demande l'enseignement du berbère en France. Les berbérophones constituent l'une des plus importantes communautés d'origine étrangère dans l'hexagone :

environ 2 millions de berbères vivent aujourd'hui en France.

Farsi

Le ministère de la culture islamique iranien interdit les publicités publiées uniquement en langue étrangère.

Kurde

Human right Watch dans un document déclare : « la radiodiffusion et l'enseignement des langues minoritaires comme le kurde sont toujours très limités ».

Catalogne

Le forum universel des cultures de Barcelone inauguré le 8 mai dernier s'achève au bout de 141 jours d'activités. Les anti-forums catalans ont dénoncé le coût des nombreuses expositions. La plus chère étant « voces » (voix), consacrée à quelques 5000 langues parlées dans le monde. L'expo a coûté 6.4 millions d'euros.

Nation Unies

Le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) s'inquiète. Son rapport fait état du choc des religions, des cultures et des langues qui nuit au progrès des pays les plus pauvres. Pour le PNUD « notre monde doit commencer par relever victorieusement le défi de savoir construire des sociétés intégratrices qui respectent les diversités culturelles ». Le rapport est intitulé : « la liberté culturelle dans un monde diversifié ».

FabrIs IskIs



PETRA NEVEZ ? TCHI QU'Y'A D'NEU ?

30/09 : 50 personnes, en soutien à des personnes sans-papiers et sans logement, occupent la Crieé, centre d'art contemporain de la ville de Rennes, qui présentait l'expo *Go No Go* sur les migrations internationales.

2/10 : Le prisonnier politique breton Stefan Philippe est libéré.

3/10 : Interpellation d'Eugène Riguidel, navigateur-militant, lors d'une action contre l'arrivée de **plutonium militaire** américain à Cherbourg.

12/10 : Procès en appel du militant de Stourm ar brezhonég Hervé Bossard à Rennes, pour blackage de panneaux.

15/10 : Le Wagon, squat de Saint-Brieuc, est expulsé et rasé dans la journée. Une vingtaine de personnes se retrouvent à la rue.

15/10 : Une quarantaine de personnes se rassemblent à Guingamp pour le rapprochement des prisonniers politiques.

16/10 : Au moins 500 personnes défilent en solidarité avec le Wagon expulsé à Saint-Brieuc.

20/10 : Occupation du TNB par le collectif des sans-

papiers à Rennes.

5/11 : Hervé Bossard est condamné pour blackage de panneaux à un mois de prison avec sursis et 100 heures de Travaux d'Intérêt Général.

28/11 : Le Conseil Général du Morbihan annonce que « "le département adopte aujourd'hui une signalisation bilingue le long des routes dont il a la charge". »

La répression anti-ETA gagne l'État français :

Le 30 novembre Robert Arricau, militant occitan d'Anaram au Patac est arrêté à Salies de Béarn puis incarcéré à Paris. Plus d'info sur <http://perso.wanadoo.fr/anaram>

Le même jour, arrestation de Thyde Rosell et Jean-Marc Raynaud de la Fédération Anarchiste, investis dans l'Ecole libertaire Bonaventure. Ils ont finalement été remis en liberté le 3 décembre. Leur crime? Avoir accueilli un enfant dont les parents seraient militants de l'organisation basque...

Le 7 décembre, Jean-François Lefort, porte parole d'Askatasuna est arrêté à Bayonne puis incarcéré à Paris. Il est mis en examen pour «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste». Plus d'infos sur <http://ekaitza.free.fr/>

La Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL) rassemble actuellement plusieurs collectifs en Bretagne : Huch ! à Rennes, Treger Disuj pour le Trégor, Ti an Dispac'h pour la Région de Pontivy, ainsi que des individus. **N'hésitez pas à prendre contact avec votre collectif local ou à en créer un s'il n'existe pas encore.**

Coordination : cbil@no-log.org

Collectif Treger Disuj : treger.disuj@no-log.org

Collectif Huch! : huch@no-log.org

Collectif Ti an dispac'h : ti.an.dispac'h@no-log.org

Contact Lorient : huch.an.orient@bzh.net

Contact Brest : cbil_brest@no-log.org

Contact Normandie : cbil.rouen@no-log.org

Contact Alsace : penngoullo@no-log.org

Treger Disuj c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Huch c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

TAD c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

**BREIZH DIZALC'H
HEP STAD NA MESTR !**

